

Quand, pour exonérer l'islam, Fauvergue (LREM) invente des prêches en latin dans les églises ...

écrit par Antiislam | 19 mai 2018



Face à la scandaleuse inaction du ci-devant Macron et de sa clique face à l'islamisation de la France, la "réponse" des gens d' "En Marche" est toujours la même.

Un mélange de relativisme et de "c'est pas l'islam, c'est les cathos" ...

On avait déjà eu droit à Castaner qui ne voyait pas de problème au voile islamique puisque "nos mamans portaient des mantilles" (sic), mantilles qualifiées de "voile catholique" (sic).

Fatiha Boutjalhat, avait fermement et superbement répondu à ce jean-foutre de Castaner :

<http://lefigaro.fr/vox/religion/2018/04/17/31004-20180417ARTFI000267-non-monsieur-castaner-la-mantille-des-catholiques-n-a-rien-a-voir-avec-le-voile-islamique.php>

Même méthode, exactement, de Fauvergue, autre macronien, qui assimile le prêche en latin dans les églises au prêche en arabe dans les mosquées.

Cécile Pina, réplique tout aussi fermement.

Antiislam

FIGAROVOX/TRIBUNE – Céline Pina répond aux propos du député Jean-Michel Fauvergue, qui a évoqué sur BFMTV les «prêches en latin» des catholiques pour esquiver une question sur l'islamisme. Selon elle, cette comparaison est insultante pour les catholiques et révèle l'aveuglement de la majorité sur l'islamisme .

Ancienne élue locale, Céline Pina est essayiste et militante. Elle avait dénoncé en 2015 le salon de «la femme musulmane» de Pontoise et a récemment publié Silence Coupable (éd. Kero, 2016). Avec Fatiha Boutjalhat, elle est la fondatrice de Viv(r)e la République, mouvement citoyen laïque et républicain appelant à lutter contre tous les totalitarismes et pour la promotion de l'indispensable universalité de nos valeurs républicaine.

Le contexte est souvent le même. Après un attentat meurtrier commis sur notre sol et revendiqué par l'État Islamique, de plus en plus de personnes osent poser franchement la question de la lutte contre l'islamisme radical.

Elles font clairement le lien entre la violence jihadiste, les pulsions séparatistes qui traversent notre société, et la propagande politique et religieuse de la nébuleuse islamiste, au premier rang de laquelle on retrouve frères musulmans et salafistes.

Mais côté présidentiel, rares sont ceux qui osent une dissonance et opposent autre chose qu'un pas de côté. C'est ce qui est arrivé à Jean-Michel Fauvergue, ancien patron du RAID et député LREM.

À la question que pose Virginie Calmels, sur l'interdiction des prêches en arabe, il ironise en y opposant ceux en latin.

La volonté d'éviter que soit posée la question de l'islamisme et de la nature des prêches délivrés dans certaines mosquées conduit ainsi à des amalgames douteux.

D'abord avec les musulmans, comme si les islamistes étaient considérés comme leurs représentants ; ensuite avec les

catholiques, réduits au rôle d'épouvantail de substitution, sur le mode «Vous voyez bien que je suis laïque, je ne rate pas les cathos».

Comme il arrive parfois à des personnes intelligentes et compétentes sur d'autres sujets, de se montrer curieusement empruntées et définitives quand elles n'ont pas l'air de penser réellement ce qu'elles disent, on a le sentiment que des éléments de langage leur ont été fournis pour éviter les vagues.

Lesquels se résumeraient en deux phrases: «évitez à tout prix le mot islamisme» et «si on insiste, bottez en touche».

Mais c'est comme vouloir ignorer l'éléphant au milieu du magasin de porcelaine.

À la fin, vous n'avez plus que de la vaisselle cassée, un magasin détruit et l'éléphant est toujours là...

Et comme pour détourner un tir, il faut trouver une nouvelle cible, en plus vous faites en général des dégâts collatéraux non négligeables.

C'est ainsi que pour éviter le sujet de l'islamisme, LREM s'en prend régulièrement à l'Église catholique.

Même si «mais en même temps» Macron fait une opération séduction aux Bernardins.

Nous avons eu droit à Christophe Castaner, né en 1966, expliquant que sa mère portait le «voile catholique» dans les années 70, ce qui a de quoi laisser perplexe: la mantille n'étant pas l'accessoire le plus répandu à l'époque et la cornette étant réservée aux religieuses, on se demande dans quel espace-temps vivait le petit Castaner.

Après l'attaque terroriste du 12 mai, c'est Jean-Michel Fauvergue qui évoque les prêches en latin, comme évoqué plus haut.

Même pirouette face à la tribune des 300, pointant le développement d'un nouvel antisémitisme arabo-musulman. En charriant les pires préjugés et dans sa version radicale, cet antisémitisme rend la vie impossible aux Juifs ; et aujourd'hui en France, on tue des Juifs parce qu'ils sont Juifs.

Depuis le concile de Tours en 801, à la messe, les homélies se font en français.

Le Monde a aussitôt publié une contre-tribune appelant à fondre ce diagnostic, même si les signataires ne le

remettaient pas directement en cause, dans une lutte contre tous les extrémismes.

En soi, on ne peut être que d'accord, sauf que ce type de posture, derrière un habillage faussement humaniste, dilue tellement le constat qu'il ne permet plus l'action.

Démultiplier les cibles, c'est ne plus en viser une seule.

Un peu comme ces professions de foi de congrès de partis qui appellent à l'avènement de la justice sociale, à la paix universelle et à la disparition de la faim dans le monde.

Cela ne coûte rien de le dire, permet de se donner bonne conscience et de repousser la confrontation avec les problèmes réels aux calendes grecques.

Étendre les responsabilités et multiplier les amalgames afin d'entretenir la confusion, c'est déjà se dégager de ses obligations.

À amalgamer, dans un contexte de violence terroriste, le catholicisme et l'islamisme, les élus de LREM opèrent un glissement dangereux et surtout injustifié.

Il se trouve que depuis le concile de Tours en 801, les homélies, donc les prêches, et non les messes, se font en français.

L'Église n'a pas attendu Vatican II pour cela.

Si Benoît XVI a rétabli en 2007 la possibilité de dire la messe en latin, l'homélie est toujours en français.

De plus, la messe en latin ne concerne que 230 paroisses sur les 13 000 lieux de culte catholiques existant.

On est donc là dans l'ultra-minoritaire.

Mais surtout, comme le rappelle Virginie Calmels, au-delà de la langue dans laquelle on s'exprime, c'est ce que l'on dit qui compte.

Aux dernières nouvelles, l'appel au meurtre des mécréants et des apostats ne retentit pas au sein de l'Église, y compris chez ceux qui préfèrent la messe en latin.

Dans l'Église catholique, s'il existe bien une mouvance traditionaliste, celle-ci n'est ni meurtrière, ni terroriste. On ne peut pas en dire autant pour le culte musulman.

Il est impossible de savoir combien de mosquées, ni lesquelles, sont dans l'escarcelle des frères musulmans, des salafistes et consorts...

Pourtant, les élus locaux savent pertinemment bien que l'histoire des mosquées construites grâce aux dons des fidèles

sur les marchés est une vaste plaisanterie.

Qatar, Arabie saoudite, ligue islamiste ou subventionnement via l'islam consulaire, l'argent qui permet la multiplication de ces édifices est lié à des intérêts nationaux, politiques et religieux qui n'ont rien à voir avec notre pays.

Les mosquées servent à garder la main sur les communautés d'origine, et constituent un maillage intéressant pour qui nourrit un projet politique.

Il n'y a qu'à voir certains meetings politiques qui s'y déroulent pendant que les gouvernements successifs ferment les yeux (alors que l'article 26 de la loi de 1905 l'interdit explicitement), pour comprendre que les autorités ont renoncé à faire appliquer la loi dans ces enceintes et dans leurs périmètres...

Je me souviens notamment d'un meeting du directeur du CCIF dans la mosquée de Tremblay-en-France en août 2016, et de nombre de conférences faites par les frères Ramadan au sein de nombre de mosquées dont la dimension politique était aussi forte que le refus d'en prendre acte des pouvoirs publics.

Dans la mesure où l'Islam est travaillé par des tensions très fortes et que certaines interprétations ont des connotations obscurantistes et/ou violentes, il serait utile de savoir dans quel type de mosquée on est susceptible de mettre les pieds quand on est croyant.

Taper sur les cathos, un exercice sans risque

On peut comprendre à ce titre le légitime agacement des catholiques de se voir pointés du doigt, en contre-exemple, dès qu'un acteur public dénonce l'emprise islamiste.

La première différence est essentielle: qui tue, et au nom de quel dieu?

Pour l'instant, nulle trace de massacre commis en France par des chrétiens radicalisés tuant un maximum de personne aux cris de «plus près de toi, mon Dieu».

À l'inverse, «Allahou Akbar» s'écrit régulièrement en lettres de sang dans nos villes.

Là où les islamistes s'en prennent aux bases de notre contrat social, refus de l'égalité femmes/hommes, refus de la liberté d'expression, combat contre la laïcité, obscurantisme, la très grande majorité des chrétiens a accepté la République, ne mène pas un combat d'arrière-garde et a souvent donné sa vie pour en défendre les valeurs.

Et cela, un homme aussi averti que Jean-Michel Fauvergue le sait, alors pourquoi utilise-t-il ce piteux procédé?

Jean-Michel Fauvergue, s'il acceptait de regarder en face le lien entre passage à l'acte violent et propagande politico-religieuse, serait contraint d'exposer l'aveuglement et l'inaction de son propre gouvernement.

S'il fait vraiment le lien entre les attentats et le prosélytisme islamiste et s'il le verbalise, c'est le déni de son propre gouvernement qu'il souligne...

Or ce refus de prendre la mesure de la menace n'est pas forcément de la lâcheté, il parle d'une forme d'impuissance du politique: son incapacité à donner du sens, à transmettre, à incarner une identité collective et nationale.

L'insécurité culturelle des Français fait plus peur aux gouvernements successifs que le terrorisme.

Voilà pourquoi ce gouvernement est souvent bien plus agressif envers les laïques qu'envers les islamistes.

Voilà pourquoi il surinvestit le curatif (lutte contre le terrorisme: police, justice...) parce que le préventif demande un véritable diagnostic, lequel révélerait l'ampleur des fragilités et des divisions de notre société.

Et face à ce besoin de faire peuple ensemble, beaucoup de nos politiques, y compris au plus haut niveau, n'ont rien à dire. Rappeler à une société qui doute d'elle-même, de ses institutions et de ses représentants, qu'elle fut un grand peuple, qui sut se battre et résister au nom de l'égalité, de la liberté et la fraternité.

Qui fut parfois terrible, mais qui a voulu croire que tous les hommes sont égaux en droit à raison de leur commune dignité.

Dans un monde où les plus mal intentionnés veulent traduire toute différence en hiérarchie, cela n'est pas rien.

C'est même une partie de la définition de Renan de la Nation: «Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent, avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore...»

Combattre l'idéologie totalitaire qu'est l'islamisme, ce n'est pas jeter l'opprobre sur toutes les religions.

Face au terrorisme, il est possible de tenir un discours sécuritaire et empathique, on est dans la gestion de l'urgence.

Face à l'insécurité culturelle que provoque ce terrorisme,

mais également face à un mode de vie dans certains quartiers qui s'en prennent à la civilisation occidentale, à nos libertés et à ce que nous sommes, la réponse ne peut se trouver que dans la revitalisation du lien politique, dans le fait de se redéfinir en tant que peuple.

Mais pour dire clairement ce qui est la base de notre contrat social, assumer que tout n'est pas négociable et poser des limites claires à ceux qui ne veulent pas s'intégrer, il faut un lien fort avec sa tradition politique, une connaissance presque charnelle de son pays, une capacité à incarner ce qui nous dépasse et ce qui nous construit comme corps politique.

Et dans cette période où le politique ne se soucie que du rendement immédiat de son action, on est mal à l'aise avec ces choses-là.

Le tragique n'a rien à voir avec la statistique, mener des hommes n'est pas gouverner des nombres, conduire une nation n'est pas réussir une levée de fonds dans la start-up France.

Mais surtout, combattre l'idéologie totalitaire qu'est l'islamisme, ce n'est pas jeter l'opprobre sur toutes les religions.

Comme les musulmans ne méritent pas d'être assimilés aux islamistes, les catholiques ne méritent pas d'être utilisés comme un repoussoir, eux qui ont montré qu'ils pouvaient trouver leur place et toute leur place dans un pays laïque.

<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/2018/05/17/31001-20180517ARTFIG00123-celine-pina-meme-en-latin-les-catholiques-ne-prechent-pas-l-appel-au-meurtre.php>